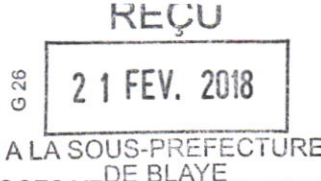


Mairie de Blaye (33390)



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit le 13 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 7 février 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. CASTETS, M. CAVALEIRO, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. ELIAS à M. GEDON, M. GABARD à Mme BERTHIOT, Mme LANDAIS à M. CAVALEIRO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

13 – AMENAGEMENT DE PASSAGES PIETONS - CONVENTION AVEC LE CRD

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le décret n° 2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement considère comme très gênant le stationnement d'un véhicule à moins de 5 mètres d'un passage piéton.

Malgré les aménagements réalisés, force est de constater que cette règle n'est pas respectée.

En conséquence, afin d'assurer la sécurité des personnes, la ville de Blaye a engagé la réalisation d'équipements du Cours du Maréchal de Lattre de Tassigny, et ainsi rendre impossible tout stationnement sur cette emprise.

Ces travaux situés en agglomération, ont été exécutés, sous la maîtrise d'ouvrage et à la charge de la ville, fin novembre 2017, sur les dépendances de la voirie départementale n°669 du PR 0+60 au PR 0+130.

Il convient désormais de conventionner avec le Conseil Départemental de la Gironde pour définir les modalités de gestion et d'entretien de ces aménagements.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout acte et décision nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La commission n°6 (Equipe- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 5 février 2018 et a émis un avis favorable.

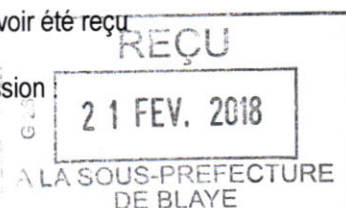
Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le

Identifiant de télétransmission



Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

